

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-05-03-00013

Arrêté préfectoral imposant des prescriptions
complémentaires à la société SOMEK pour son
site localisé à Mantes-la-Jolie (78200), 23 rue
Buchelay.



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
imposant des prescriptions complémentaires
à la société SOMEK à Mantes-la-Jolie (78200) 23 rue Buchelay**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) dite directive IED ;

VU la décision d'exécution (UE) 2021/2326 de la Commission du 30 novembre 2021 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;

VU le règlement n° 601/2012 du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil ;

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric Rose en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU le décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

VU l'arrêté préfectoral n°98-108/DUEL du 29 mai 1998 autorisant la société SOMEK à poursuivre l'exploitation de la chaufferie ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-041/DDD du 2 avril 2009 autorisant la société SOMEK à exploiter la chaufferie du quartier de Val Fourré, à Mantes-la-Jolie, et annulant et remplaçant les arrêtés préfectoraux antérieurs ;

VU l'arrêté préfectoral n°98-108/DUEL en date du 29 mai 1998, modifié par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°00-486/DUEL du 30 octobre 2000, autorisant la société

VALENERGIA à exploiter l'installation de cogénération sur la commune de Mantes-la-Jolie, 23 rue Buchelay ;

VU l'arrêté n° 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0188 du 11 mars 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le rapport de réexamen de l'exploitant daté du 29 juillet 2018 ;

VU la demande changement d'exploitant par courrier du 14 février 2022 demandant le changement d'exploitant pour la société SOMEK qui succède à VALENERGIA ;

VU le récépissé du 24 février 2022 actant le changement d'exploitant ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 octobre 2023 ;

VU le projet d'arrêté transmis au demandeur par courrier du 19 octobre 2023 ;

VU la demande formulée par la société SOMEK du 24 octobre 2023 de prolongation de la période de contradictoire jusqu'au 15 novembre 2023 ;

VU la réponse par courrier du 24 octobre 2023 à la société SOMEK accordant la prolongation de la période de contradictoire qui s'est échu le 15 novembre 2023 ;

VU le courriel du 15 novembre 2023 par lequel l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ;

VU les éléments transmis par l'exploitant par courriel le 8 janvier 2024 suite à la demande de compléments formulée par l'inspection le 6 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que la société SOMEK a transmis un dossier de réexamen dans l'année qui a suivi la publication de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017 susvisée établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion (BREF LCP) ;

CONSIDÉRANT que les installations de la société SOMEK entrent dans le champ d'application de la directive européenne IED précitée ;

CONSIDÉRANT que, depuis le 20 décembre 2018, les installations de la société SOMEK sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, qui abroge et remplace

l'arrêté ministériel du 26 août 2013, sans modifier notablement les dispositions ; que le dossier de réexamen ayant été déposé avant cette modification, il peut faire référence à l'arrêté ministériel du 26 août 2013 ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de la publication du décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées, les installations de combustion de la société SOMEK ne sont plus soumises à la rubrique n° 2910 depuis le 20 décembre 2018, mais sont répertoriées sous la rubrique n° 3110 ;

CONSIDÉRANT que la décision d'exécution n° 2017/1442 du 31 juillet 2017 susvisée fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associés à ces meilleures techniques disponibles ;

CONSIDÉRANT que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ne s'appliquent qu'aux installations de puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW ; que cette puissance est calculée en ayant retiré les appareils de moins de 15 MW ;

CONSIDÉRANT que dans son dossier de réexamen, la société SOMEK s'est positionnée sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et ses niveaux d'émission ;

CONSIDÉRANT que la société SOMEK a transmis un rapport de base conformément aux dispositions de l'article R. 515-81 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le dossier de réexamen contient une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ;

CONSIDÉRANT que la société SOMEK n'a pas demandé à déroger aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ; que le rapport de base est fourni ; que le dossier permettant l'actualisation des conditions d'autorisation de l'installation est complet ;

CONSIDÉRANT que les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation ; que l'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place ; que les éléments fournis sont proportionnés aux enjeux ; qu'ils permettent de répondre aux dispositions du BREF et aux articles R. 515-72 et R. 515-59 du Code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen ;

CONSIDÉRANT que les installations de la société SOMEK répondent globalement de manière satisfaisante aux dispositions de la décision d'exécution du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion ;

CONSIDÉRANT que la société SOMEK a déclaré prendre la succession sur l'exploitation de la turbine à gaz préalablement exploitée par l'entité VALENERGIA ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, compte-tenu de ce qui précède, d'actualiser le classement des installations exploitées et de compléter et modifier les prescriptions techniques afin d'intégrer les ajustements relatifs au réexamen des conditions d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que la demande d'allocation de quotas CO₂ pour la 4^e période a été réalisée par SOMEK pour l'ensemble des installations, chaudières et turbine à gaz y compris celles exploitées précédemment sous le nom de VALENERGIA ;

CONSIDÉRANT que la gestion des émissions est commune et que le système de comptage ne permet pas de dissocier les deux installations, SOMEK et VALENERGIA, en ce qui concerne la gestion des quotas CO₂ ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a émis des observations sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 19 octobre 2023 ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SOMECH dont le siège social est situé 33 place des Corolles 92400 COURBEVOIE est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations de combustion et cogénération situées sur la commune de Mantes-la-Jolie, au 23 rue Buchelay, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Article 2 :

L'arrêté préfectoral n°09-041/DDD du 2 avril 2009 est modifié comme suit par les prescriptions suivantes :

1° Au titre 1, l'article 1.2.1 du chapitre 1.2 arrêté préfectoral du 2 avril 2009, le tableau des rubriques est remplacé par les dispositions suivantes :

«

Rubrique	Intitulé	Volume / activité	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	3 générateurs d'eau surchauffée et une turbine de cogénération représentant une puissance thermique totale maximale de 87,1 MW : – Générateur n°1 fonctionnant au gaz naturel seul de 9 MW ; – Générateur n°2 fonctionnant au gaz naturel seul de 24 MW – Générateur n°4 fonctionnant au gaz naturel seul de 31 MW, – une turbine à gaz de 22,35 MW - un groupe électrogène animé par un moteur thermique fonctionnant au fioul domestique de 0,75 MW	A

A (Autorisation), E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé) .

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative à la combustion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux grandes installations de combustion, dit BREF LCP.»

2° Au chapitre 1.5 du titre 1, après l'article 1.5.6, l'article 1.5.7 rédigé comme suit est inséré :

« Article 1.5.7 : Chaudière n°3

La chaudière n°3, d'une puissance de 31 MW, est à l'arrêt depuis 2011 et ne peut plus fonctionner en l'état. La remise en service ou la cessation définitive d'activité de celle-ci respectera les dispositions des articles du présent chapitre et du code de l'environnement. »

3° Au titre 1, le chapitre 1.7 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2009 est remplacé par le chapitre suivant :

« Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous, liste non exhaustive :

Dates	Textes
21/12/21	Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
31/05/21	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
17/12/20	Avis ministériel du 17/12/2020 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au JO du 30/12/2020
03/08/18	Arrêté du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110
28/04/14	Arrêté relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
29/02/12	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
27/10/11	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement
04/10/10	Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
11/03/10	Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi

	qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 modifié relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion

4° Au titre 2, au chapitre 2.1, de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2009, les articles suivants ainsi rédigés, sont insérés :

« Article 2.1.2 : Management environnemental

L'exploitant met en place un système de management environnemental au plus tard le 17 août 2021 comprenant :

- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - le recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
 - le contrôle efficace des procédés ;
 - la gestion des enregistrements et de la documentation (suivi des enregistrements et des documents SME).

Article 2.1.3 Gestion des périodes OTNOC

Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (dites OTNOC) sont définies comme :

- les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 ;
- les périodes d'indisponibilités soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel visées à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 ;
- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018. L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.

L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 août 2021.

Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient au moins :

- une conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple types de conceptions à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des chaudières et de la turbine à gaz) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;
- une vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;
- une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Article 2.1.4 Périodes de démarrage et d'arrêt

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour garantir des périodes de démarrage et d'arrêt d'aussi courte durée que possible.

La période de démarrage de chaque chaudière et de la turbine est réputée s'achever lorsque l'installation atteint la charge minimale de démarrage pour une production stable.

La période d'arrêt de chaque chaudière et de la turbine est réputée commencer après que l'installation a atteint la charge minimale d'arrêt pour une production stable à partir duquel il n'y a plus d'électricité disponible pour le réseau.

Les périodes de démarrage et d'arrêt sont définies comme étant :

- Pour les chaudières :
 - Fin de la période de démarrage :
 - Présence de flamme et température des fumées supérieure à 100°C ;
- ou**
- Présence de flamme et teneur en oxygène des gaz de combustion inférieure à 7%
 - Période d'arrêt : Arrêt brûleur = Absence de flamme
- Pour la turbine à gaz :
 - Fin de la période de démarrage :
 - Présence de flamme et charge électrique supérieure à 4 MWe ou Solonox engagé > 50% de charge
 - Phase d'arrêt :
 - Arrêt brûleur = Absence de flamme et charge électrique inférieure à 4 MWe ou Solonox désengagé < 50% de charge »

5° Au titre 2, l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral n°09-041/DDD du 2 avril 2009 sont insérées les dispositions suivantes :

« Article 2.6.3 Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et dossier de réexamen

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au Préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée au chapitre 1.2 du présent arrêté. »

6° Au titre 2 le chapitre 2.7 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chapitre 2.7 : Récapitulatif de contrôles à réaliser et des documents à transmettre à l'inspection

Articles	Documents à transmettre	Périodicité/échéances
Articles 1.5.1 et 1.5.2	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
Article 1.5.5	Changement d'exploitant	Au moins 3 mois avant la date de changement d'exploitant
Article 1.5.6	Cessation d'activité	Au moins 3 mois avant la date de cessation d'activité
Article 2.1.-1	Management environnemental	Au plus tard le 17 août 2021
Article 2.9	Management de l'énergie	Au plus tard le 17 août 2021
Article 2.5.1	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
Article 3.2.5	Résultats de surveillance des rejets atmosphériques	Autosurveillance via la baie d'analyse : Trimestrielle, Mesure annuelle par un organisme agréé : dans le mois suivant la réception du rapport, et dans le bilan annuel

Articles	Documents à transmettre	Périodicité/échéances
Article 2.6.2	Déclaration des émissions polluantes et des déchets Rapport de l'année N	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration) Annuel au plus tard le 30 avril de l'année N+1
Article 2.6.3	Réexamen IED	Dans un délai de 12 mois à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale
Article 2.1.3	Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement	Au plus tard le 17 août 2021
Article 5.3.1	Plan de gestion des déchets	Au plus tard le 17 août 2021
Article 6.2.1	Autosurveillance des niveaux sonores	Au maximum 1 an après la mise en service de l'installation, puis à la demande du préfet.
Article 6.5.1	Plan de gestion nuisances sonores	Au plus tard le 17 août 2021

»

7° Au titre 2, après le chapitre 2.8, un chapitre 2.9 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2009 sur la thématique « Utilisation rationnelle de l'énergie » sont insérés, les articles suivants ainsi rédigés :

« Article 2.9.1. Management de l'énergie

L'exploitant met en place un système de management environnemental de l'énergie au plus tard le 17 août 2021. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses équipements indiquant, au moins, à une fréquence mensuelle :

- la consommation de combustible par typologie d'équipement (suivi des consommations de la turbine et suivi des consommations des chaudières au global);
- l'énergie électrique produite ;
- la chaleur produite ;
- les rendements des installations calculés à partir de ces données.

L'ensemble de ces données peut être mesuré, ou calculé à partir des valeurs mesurées.

Article 2.9.2. Mesure efficacité énergétique

L'exploitant réalise une mesure de l'efficacité énergétique (rendement électrique ou rendement thermique) à charge nominale de la turbine à gaz, si l'exploitant ne dispose pas de telles données.

Après chaque modification susceptible d'avoir une incidence sur le rendement des installations, une mesure à charge nominale du rendement électrique ou thermique, selon l'équipement modifié, est réalisée. Ces résultats sont interprétés au regard de la mesure d'efficacité énergétique précédente réalisée.

La mesure est réalisée conformément aux normes en vigueur ou selon une procédure définie par l'exploitant, s'il n'existe pas de norme, afin de garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente entre les mesures.»

8° Au chapitre 3.2 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2009, le tableau présent à l'article 3.2.2. est remplacé par le tableau suivant :

«

Équipement	Puissance thermique nominale (en MW)	Pression maximale admissible /timbre (en bars)	Combustible utilisé
Chaudière 1	9	18	Gaz naturel
Chaudière 2	24	15	Gaz naturel
Chaudière 4	31	20	Gaz naturel
Groupe électrogène	0,75		Fioul domestique
Turbine à gaz	22,35		Gaz naturel

»

9° Le tableau des valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques présent à l'article 3.2.4. est remplacé par les tableaux suivants, précédés des mentions ainsi rédigées :

« I-Valeurs limites d'émissions en concentrations

(i) Chaudières et turbines

Pour les chaudières et turbines fonctionnant au gaz naturel :

Paramètres	Chaudière n°1			Chaudière n°2			Chaudière n°4			TAG		
Période de la moyenne	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuel	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuel	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuel	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuel
Concentration en O ₂	3%			3%			3%			15%		
Poussières en mg/m ³	/	5	/	/	5	/	/	5	/	/	5	/
SO ₂ en mg/Nm ³	/	30	/	/	30	/	/	30	/	/	10	/
NO _x mg/Nm ³ en équivalent NO ₂	110	100	100	110	100	100	110	100	100	55	50	50
CO en mg/Nm ³	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40

(ii) Groupe électrogène

L'exploitant s'engage à faire fonctionner le groupe électrogène moins de 500 heures par an et établit un relevé annuel des heures d'exploitation, qu'il tient à disposition de l'inspection.

II-Valeurs limites d'émissions en flux

(i) Chaudières

Pour les chaudières fonctionnant chacune 8760 heures par an et utilisant du gaz naturel :

Paramètre	Conduit 1 Chaudière 1		Conduit 2 chaudière 2		Conduit 4 chaudière 4	
	Flux horaire maximal en kg/h	Flux annuel maximal en t/an	Flux horaire maximal en kg/h	Flux annuel maximal en t/an	Flux horaire maximal en kg/h	Flux annuel maximal en t/an
Poussières	0,0585	0,51246	0,156	1,36656	0,2015	1,77
SO ₂	0,351	3,07476	0,936	8,19936	1,209	10,59084
NO _x en équivalent NO ₂	1,17	10,2492	3,12	27,3312	4,03	35,3028
CO	1,17	10,2492	1,248	10,93248	1,612	14,12112

(ii) Turbine à gaz

Pour la turbine fonctionnant 3600 heures par an, et utilisant le gaz naturel :

Paramètre	Conduit 3 TAG	
	Flux horaire maximal en kg/h	Flux annuel maximal en t/an
Poussières	0,3752375	1,350855
SO ₂	0,750475	2,70171
NO _x en équivalent NO ₂	3,752375	13,50855
CO	3,0019	10,80684

»

10° Au chapitre 3.2, du titre 3, l'article 3.2.5. est remplacé par les dispositions suivantes :

« Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. Les mesures sont réalisées conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

Les mesures portent sur les rejets visés aux articles 3.2.4 du présent arrêté :

Pour la chaudière n°1

Conduit/chaudière	Chaudière n°1
Vitesses d'éjection	Mesure annuelle
SO ₂	Mesure annuelle
NO _x	Mesure en continu
Poussières	Mesure semestrielle
CO	Mesure en continu
Température, pression, O ₂	Mesure en continu
Débit	Mesure en continu de la consommation de combustible selon la norme EN ISO 16911-1:2013

Pour les chaudières n°2 et 4 et pour la turbine à gaz :

Conduit	Chaudières N°2 et 4	TAG
Vitesses d'éjection	Mesure annuelle	Mesure annuelle
SO ₂	Mesure semestrielle et estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles	Mesure annuelle et estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles
NO _x	Mesure en continu	Mesure en continu
Poussières	Mesure semestrielle	Mesure annuelle
CO	Mesure en continu	Mesure en continu
Température, pression, O ₂	Mesure en continu	Mesure en continu
Débit	Mesure en continu de la consommation de combustible selon la norme EN ISO 16911-1:2013	Mesure en continu de la consommation de combustible selon la norme EN ISO 16911-1:2013 ou mesure ponctuelle par un organisme de contrôle

11° Au titre 3 après l'article 3.2.6, les articles suivants ainsi rédigés sont insérés :

«Article 3.2.7 Surveillance des rejets par un organisme agréé

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés dans le tableau visé à l'article 3.2.5. par un laboratoire d'analyse agréé. S'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, le laboratoire d'analyse devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour ces analyses, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon ait été prélevé sous accréditation.

Les mesures périodiques sur la turbine à gaz s'effectuent à la charge nominale de l'installation, après une période de stabilisation du régime de fonctionnement.

Pour les chaudières, les conditions de fonctionnement au moment des mesures devront être précisées dans le rapport du laboratoire d'analyse agréé ; elles devront être représentatives du fonctionnement habituel. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois.

Article 3.2.8 Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure) réputées garantir le respect

des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

II. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Les mesures sont réalisées conformément aux normes mentionnées dans l'avis du 17 décembre 2020 du ministère de la Transition Écologique sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

III. - Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO : 10 %
- NOx : 20 %
- SO₂ : 20 %
- Poussières : 30 %»

12° A l'article 4.3.10., le tableau des valeurs limites d'émission des eaux industrielles et eaux pluviales est remplacé par le tableau suivant :

«

Paramètres	Rejet n°3 (eaux de purge) (mg/l)	Rejet n°2 (eaux pluviales) (mg/l)
Indice hydrocarbures	5	5
Matières en suspension	30	30
DCO	120	120
Arsenic et ses composés	0,03	
Cadmium et ses composés	0,05	/
Plomb et ses composés	0,025	/
Mercuré et ses composés	0,02	/
Nickel et ses composés	0,05	/
Azote global	30	/

Paramètres	Rejet n°3 (eaux de purge) (mg/l)	Rejet n°2 (eaux pluviales) (mg/l)
Phosphore	10	/
Cuivre et ses composés	0,05	/
Chrome et ses composés	0,05	/
Zinc et ses composés	0,8	/
Sulfate	2000	/
sulfites	20	/
sulfures	0,2	/
Ions Fluorures (en F)	30	/
AOX	0,5	/

»

13° Au titre 5 est inséré un chapitre 5.3 intitulé Plan de gestion des déchets, ainsi rédigé :

« Chapitre 5.3. Plan de gestion des déchets

L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des déchets produit sur son site conforme à la meilleure technique disponible (MTD 16) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. »

14° Au titre 6, est inséré un chapitre 6.5 intitulé Plan de gestion des nuisances sonores, ainsi rédigé:

« Chapitre 6.5 Plan de gestion des nuisances sonores

L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des nuisances sonores conforme à la meilleure technique disponible (MTD 17) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. »

15° Le titre 9 comprenant les chapitres et articles suivants, ainsi rédigés, est inséré :

« Titre 9 - Système d'échanges de quotas

Chapitre 9.1 Émissions de gaz à effet de serre

Article 9.1.1 Autorisation d'émettre des gaz à effet de serre

La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R229-5 du Code de l'environnement :

Activité	Seuil	Puissance	Gaz à effet de serre concerné
Combustion	20 MW	87,1 MW	Dioxyde de carbone

Cette autorisation d'exploiter vaut autorisation d'émettre des gaz à effet de serre prévue à l'article L.229-6 du Code de l'environnement au titre de la Directive 2003/87/CE.

L'exploitant informe le Préfet de tout changement prévu en ce qui concerne la nature, le fonctionnement de l'installation, ou toute extension ou réduction importante de sa capacité, susceptibles de nécessiter une actualisation de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre ainsi que de la date prévisible à laquelle ont lieu les changements.

Article 9.1.2. Surveillance des émissions de gaz à effet de serre

L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance conforme au règlement n° 601/2012 du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil.

Le Préfet peut demander à l'exploitant de modifier sa méthode de surveillance si les méthodes de surveillance ne sont plus conformes au règlement n° 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

L'exploitant vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation. Il modifie le plan de surveillance dans les cas mentionnés à l'article 14 du règlement 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre, s'il est possible d'améliorer la méthode de surveillance employée.

Les modifications du plan de surveillance subordonnées à l'acceptation par le Préfet sont mentionnées à l'article 15 du règlement 601/2012. L'exploitant notifie ces modifications importantes au Préfet pour approbation dans les meilleurs délais.

Lorsque le rapport de vérification, établi par l'organisme vérificateur de la déclaration d'émissions, fait état de remarques, l'exploitant transmet un rapport d'amélioration au Préfet avant le 30 juin.

Article 9.1.3 Déclaration des émissions au titre du système d'échanges de quotas d'émissions de gaz à effet de serre

En application des articles L.229-7.III et R.229-20 du code l'environnement, l'exploitant adresse, au plus tard le 28 février de chaque année, la déclaration des émissions de gaz à effet de serre de l'année précédente.

En outre, la délivrance de quotas à titre gratuit est subordonnée à la déclaration, par l'exploitant, des niveaux d'activité de son installation, conformément aux dispositions de l'article L.229-16 du code de l'environnement.

L'exploitant se conforme aux dispositions de l'arrêté fixant les modalités de mise en œuvre des obligations particulières de surveillance, de déclaration et de contrôle des émissions et des niveaux d'activité, pris conformément à l'article L.229-6 du code de l'environnement. »

Article 9.1.4. Obligations de restitution

Conformément à l'article R.229-21 du code de l'environnement, l'exploitant restitue au plus tard le 30 avril de chaque année un nombre de quotas correspondant aux émissions vérifiées totales de son installation au cours de l'année précédente.

Article 9.1.5 Allocations

La délivrance de quotas gratuits est soumise aux dispositions des articles R.229-9 et suivants du Code de l'environnement.

Conformément à l'article R.229-16-1 du Code de l'environnement, l'exploitant informe au plus tard le 31 décembre de chaque année le Préfet de tout changement prévu ou effectif relatif à ses installations visées dans le SEQE :

- extension ou la réduction significative de capacité,
- modification du niveau d'activité, notamment la cessation totale ou partielle ou la reprise après cessation partielle. »

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°00-486/DUEL du 30 octobre 2000 est modifié comme suit :

1° les articles 4.1 et 4.2 du chapitre 2 sont abrogés et remplacés par les articles 3.2.7 et 3.2.8 du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2009 de SOMEK modifié par le présent arrêté.

2° à l'article 3.2 du chapitre II, les tableaux limites des concentrations et flux dans les rejets atmosphériques sont remplacés par ceux de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2009 de SOMEK (modifié par le présent arrêté).

3° au 2^e alinéa de l'article 5.1 du chapitre I, les valeurs limites d'émissions des eaux industrielles et pluviales sont remplacées par celles de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2009 de SOMEK (modifié par le présent arrêté).

Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Délais et voies de recours (ART. L.514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles notamment au moyen de l'application Télérecours citoyens (<https://www.citoyens.telerecours.fr/>)

1°) par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 : Obligation de notification des recours

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R 181-51 du code de l'environnement).

Article 7 : Informations des tiers

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Mantes-la-Jolie, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera insérée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site internet de la préfecture.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Mantes-la-Jolie, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société SOMEK.

Fait à Versailles, le 3 mai 2024

Pour le Préfet et par délégation
Pour la Directrice et par subdélégation,
L'adjointe à la cheffe de l'unité départementale,



Marielle MUGUERRA